

LFI et islamisme : une commission d'enquête qui peine à cacher ses arrière-pensées politiciennes

ANALYSE

FRANCE

Après Marine Tondelier, la cheffe des écologistes, Jean-Luc Mélenchon doit être auditionné samedi par la commission sur les liens entre mouvance islamiste et partis politiques. Mise en place à l'initiative du député LR Laurent Wauquiez, cette commission est accusée par la gauche d'avoir été taillée sur mesure pour nuire à LFI avant les municipales de 2026.

Publié le : 03/12/2025 - 16:29 Modifié le : 03/12/2025 - 17:02

6 min



Par : [Grégoire SAUVAGE](#)



C'est une confrontation qui risque de faire des étincelles. [Jean-Luc Mélenchon](#), le fondateur de [la France insoumise](#) (LFI) sera auditionné samedi 6 décembre à 14 heures par les membres de la commission sur "les liens existants entre les représentants de mouvements politiques" et [les réseaux islamistes](#), dont les travaux ont débuté au mois d'octobre.

Véritable plat de résistance, la venue de Jean-Luc Mélenchon n'avait rien d'une évidence malgré le caractère obligatoire d'une convocation devant une commission parlementaire. Depuis plusieurs jours, LFI laissait planer le doute. Dimanche, son coordinateur, [Manuel Bompard](#), avait estimé que les Insoumis ne devaient pas répondre aux "invitations" de la commission d'enquête car elle "ne respecte pas les règles".

Le bureau (président, vice-présidents, secrétaires...) de cette commission ne comprend en effet aucun député issu de groupes de gauche, alors que le règlement dispose que ces nominations doivent se faire en s'"efforçant de reproduire la configuration politique de l'Assemblée".

"Bien qu'il ne soit plus député, ni responsable du mouvement ou président du groupe parlementaire, et bien que cette commission d'enquête ne respecte pas le règlement de l'[Assemblée nationale](#), Jean-Luc Mélenchon se déclare prêt à répondre à cette invitation", a indiqué le service de presse de LFI.

Le ministre de la Justice [Gérald Darmanin](#) doit également être entendu le même jour par les députés qui ont déjà auditionné plusieurs personnalités ou responsables, comme le directeur du renseignement de la Préfecture de police de Paris ou le ministre de l'Intérieur [Laurent Nunez](#), des auteurs d'ouvrages visant La France insoumise mais aussi des chercheurs universitaires.

"Manger halal ne menace pas la République"

Le 2 décembre, c'est la patronne des écologistes, [Marine Tondelier](#), qui est passée sur le gril. Venue du [rappeur controversé Médine](#) lors des universités d'été des Écologistes en 2023, querelle sur le burkini dans les piscines de Grenoble, ville dirigée par un maire écolo, ou encore lien entre Marine Tondelier et l'[avocat franco-palestinien Salah Hamouri](#)... Les députés se sont bien souvent contentés d'énumérer une série de polémiques éloignées du cœur du sujet.

"La moitié de vos remarques n'avaient pas grand-chose à voir avec l'entrisme islamiste", a constaté Marine Tondelier, rappelant à propos du burkini que "la laïcité ne s'applique pas à la piscine, ce sont les lois d'hygiène qui dépendent de l'établissement".

"Aller prier, porter un voile, manger halal ne menace pas la République. Ce qui menace la République, ce sont des organisations religieuses ou idéologiques structurées, diffusant la haine et cherchant à imposer des normes contraires aux droits et aux libertés publiques, y compris des organisations catholiques, comme l'a montré l'exemple de l'association d'extrême droite intégriste Civitas", a encore estimé la patronne des écologistes.

À LIRE AUSSI

Rapport sur les Frères musulmans : "Le Qatar a été le principal bailleur de fonds de la confrérie"

Après plus d'un mois et demi d'audition, cette commission d'enquête, dont le président est le LR Xavier Breton et le rapporteur le ciottiste Matthieu Bloch, semble avoir manqué sa cible. Si les députés ont évoqué [la menace terroriste islamiste](#), le séparatisme, la laïcité ou encore les influences étrangères, bien peu d'éléments ont émergé sur "les liens existants entre les représentants de mouvements politiques et des organisations et réseaux soutenant l'action terroriste ou propageant l'idéologie islamiste".

Exemple révélateur avec l'[audition de Nicolas Roche](#), secrétaire général du SGDSN (Secrétariat général de La Défense et la Sécurité nationale), le 6 novembre. "Quels liens identifiez-vous entre des mouvances islamistes et des mouvements politiques français ? Ces liens sont-ils particulièrement marqués dans certains mouvements ou partis politiques ?", presse le rapporteur Matthieu Bloch après un long échange sur la question des ingérences numériques. Réponse de l'intéressé : "Je n'ai aucune compétence sur le sujet".

Entendu fin octobre par la commission, le chercheur au CERI de Sciences Po Laurent Bonnefoy a confié sa "réticence" à parler "d'influence islamiste sur les élus" en France.

"La place de l'islamisme [...] en tant qu'interface avec des décideurs politiques, est minime : il n'y a ni élu ni parti islamiste", affirmait le politiste. "On peut observer, localement, un clientélisme autour d'acteurs religieux musulmans dans le cadre, par exemple, de l'attribution de financements à des associations qui seraient à la limite de ce qui est permis par la loi de 1905. Mais il me semble que ce type de clientélisme n'a pas pleinement de couleur politique".

"Tout sauf LFI"

Là où la commission devait faire la lumière sur les "compromissions de certaines forces politiques avec les islamistes et les ennemis de la France", selon les mots de [Laurent Wauquiez](#), le président du groupe parlementaire "droite républicaine", les résultats s'annoncent bien minces, renforçant les soupçons d'une instrumentalisation politique.

Retoquée début juin, la demande de création de la commission avait finalement été validée grâce au vote des élus Renaissance après avoir été expurgée de ses mentions à la France Insoumise. Pour Laurent Wauquiez, il s'agissait de reprendre la main après son humiliante défaite face à [Bruno Retailleau](#) pour la présidence des Républicains.

Avant les élections municipales de mars 2026, la commission agit désormais comme un moyen de désigner l'ennemi commun pour resserrer les rangs à droite face au péril que représenterait le parti de Jean-Luc Mélenchon, accusé de dérive "antisémite" et "communautariste".

À LIRE AUSSI

LFI accusée d'antisémitisme : un nouveau dérapage qui agace même en interne

Invité mercredi sur TF1, Laurent Wauquiez a confirmé la règle en cas de second tour sans candidat LR : "Tout sauf LFI", a martelé le député de la Haute-Loire, marquant un tournant par rapport aux législatives de 2024 où le parti n'avait pas donné de consigne de vote.

"Cela veut dire voter blanc, voter pour ceux qui sont en face, quel que soit le parti", a expliqué le conseiller régional d'Auvergne Rhône-Alpes dont le parti a pourtant largement bénéficié du front républicain contre le [Rassemblement national](#) (RN) lors des dernières législatives.

Un an après le psychodrame déclenché par [le pacte entre Eric Ciotti, alors président de LR, et Marine Le Pen](#), la normalisation de l'extrême droite poursuit son bonhomme de chemin à l'ombre de la diabolisation de "l'extrême gauche".

À LIRE ENSUITE

Dans les villes françaises, les jumelages avec Israël sèment la discorde

ANALYSE

FRANCE

LFI accusée d'antisémitisme : un nouveau dérapage qui agace même en interne

COMPRENDRE

FRANCE

CONTENUS SPONSORISÉS

L'ESSENTIEL DU 4 DÉCEMBRE

Algérie : peine de 7 ans confirmée en appel à l'encontre du journaliste français Christophe Gleizes

FRANCE

En direct : l'Otan "doit fournir à l'Ukraine les moyens nécessaires pour protéger sa souveraineté", dit Rutte

EN COURS

EUROPE

Comment une fraude au Minnesota sert d'argument à Trump pour viser les Somaliens

AMÉRIQUES

CAN 2025 : "Un manque de respect", la décision de la Fifa fait scandale

SPORTS

Israël annonce avoir reçu la dépouille d'un otage de Gaza par l'intermédiaire du CICR

MOYEN-ORIENT

PUBLICITÉ

LES PLUS LUS

1

Attaques contre la "flotte fantôme" russe : la guerre en...

ANALYSE

AFRIQUE

2

Guerre en Ukraine : Moscou revendique la capture de la vi...

ANALYSE

EUROPE

3

CAN 2025, GROUPE F : le Cameroun, la Côte d'Ivoire et ...

ANALYSE

SPORTS

4

Pourquoi Donald Trump veut reprendre la main au Honduras

ANALYSE

AMÉRIQUES

5

Cameroun : l'opposant Anicet Ekane est mort en détention

COMPRENDRE

AFRIQUE

6

Sénégal : Bassirou Diomaye Faye, un président isolé ?

COMPRENDRE

AFRIQUE

Mots-clés associés à l'article

Politique française

Jean-Luc Mélenchon

Marine Tondelier

Islamisme

La France insoumise

Les Républicains

Assemblée nationale

Pour aller plus loin

Rassemblement national

Laurent Wauquiez

DANS L'ACTUALITÉ

Pour aller plus loin

Russie

États-Unis

Ukraine

Donald Trump

À PROPOS DE FRANCE 24

Qui sommes-nous ?

Nous rejoindre

Signaler un problème technique

Déontologie et transparence

Contacteur France 24

Espace Presse

LES SITES FRANCE MÉDIAS MONDE

RFI

RFI Instrumental

InfoMigrants

ZOA

Académie

Apprendre le français

MCD

ENTR

CFI

France Médias

À la une

Direct TV

En continu

Replays

Menu

